



Déclaration de la fédération des Finances CGT SUR LE TSCG

ENSEMBLE REFUSONS LA RATIFICATION DU **PACTE BUDGÉTAIRE !**

Comme la Confédération européenne des syndicats et la plupart des syndicats en Europe, comme la Confédération CGT, la fédération des Finances CGT juge inacceptable le Traité pour la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire (TSCG), également appelé « Pacte budgétaire » ou « traité Merkozy » du nom de ses initiateurs, que le Président de la République veut faire ratifier au plus vite par le Parlement.

En imposant l'obligation d'équilibre des comptes publics, ce traité accentuerait la récession et imposerait une austérité permanente dont les conséquences seraient une aggravation du chômage, une réduction de l'emploi et des services publics et de nouvelles attaques contre la protection sociale. Il constitue en outre un danger pour la démocratie dans la mesure où, après la politique monétaire, c'est la politique budgétaire qui serait confisquée et confiée à des organismes non élus (Commission européenne et Cour européenne de justice).

La démocratie sociale serait également menacée puisque les négociations sociales seraient soumises à de plus fortes contraintes.

LA FÉDÉRATION DES FINANCES CGT EST DONC OPPOSÉE À LA RATIFICATION DE CE TRAITÉ PAR LA FRANCE.

C'est pourquoi elle appelle les salariés, les privés d'emploi et les retraités

- ▼ à interpeller les parlementaires, au moyen notamment de la pétition portée par la CGT, afin qu'ils ne ratifient pas ce texte ;
- ▼ à s'inscrire dans toutes les initiatives (débat, courriers aux parlementaires...) proposées par le Collectif pour un audit citoyen de la dette publique et ses groupes locaux afin d'alimenter un véritable débat démocratique sur ce sujet et créer les conditions d'une mobilisation à la hauteur de l'enjeu ;
- ▼ à participer à la manifestation unitaire « Pour une Europe solidaire et dire NON au traité d'austérité » organisée le dimanche 30 septembre à Paris.

Parce que ce traité engage l'avenir, la société dans laquelle nous voulons vivre et l'Europe que nous voulons construire, les citoyens doivent s'en emparer et exiger de se prononcer à son propos. C'est la raison pour laquelle la fédération des Finances CGT exige que sa ratification soit soumise à référendum.

Loin de permettre de sortir de la crise, le TSCG ne pourra que l'aggraver, au détriment des salariés, des retraités et des plus démunis. Pourtant des alternatives existent. Elles passent notamment par une réorientation des traités et des politiques européennes. C'est le sens du « nouveau contrat social pour l'Europe » que propose la Confédération européenne des syndicats et que soutient la CGT.

Montreuil le 20 septembre 2012

FÉDÉRATION DES FINANCES CGT • CASE 540 • 263 RUE DE PARIS • 93514 MONTREUIL • CEDEX TÉL : 01 48 18 82 21 • COURRIEL : finances@cgt.fr • SITE : www.finances.cgt.fr



LA MOBILISATION C'EST TOUJOURS MAINTENANT !